

Accord professionnel

CAISSE D'ÉPARGNE

Avenant n° 8 du 19 décembre 2023

à l'accord du 24 novembre 2005
relatif aux frais de soins de santé

NOR : ASET2450072M

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

BPCE,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

CFDT ;

SNE-CGC ;

SU UNSA,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Par avenant n° 7 du 16 février 2023, les partenaires sociaux de la branche Caisse d'épargne ont adapté le régime conventionnel de frais de soins de santé pour notamment compléter les règles de détermination de l'évolution tarifaire du régime, en dissociant si nécessaire cette évolution de la seule évolution du plafond mensuel de la sécurité sociale afin de prendre en compte également le contexte technique et économique dans sa globalité.

C'est sur la base de ces nouvelles règles que les partenaires sociaux de la branche ont décidé pour l'année 2024, d'une part de retenir un pourcentage d'évolution de la cotisation égal à 4,9 % afin d'assurer l'équilibre technique du régime santé et d'autre part d'appliquer pour les 6 premiers mois de l'année un taux d'appel de cette cotisation visant à la maintenir à son niveau applicable en 2023.

Par ailleurs, pour répondre aux demandes de salariés faisant face, dans leur vie personnelle, à des moments de vie difficiles, il apparaît nécessaire de prévoir dans la définition des ayants droit, bénéficiaires du présent accord, que les petits-enfants, répondant à des conditions bien définies, puissent être couverts par le régime frais de soins de santé dont bénéficient lesdits salariés en tant que grands-parents assurés.

Le présent accord, qui constitue un avenant de révision de l'accord collectif relatif aux frais de soins de santé du 24 novembre 2005 en sa version consolidée issue de l'avenant n° 5 du 18 juin 2019, modifié par avenant n° 6 du 6 janvier 2022 et avenant n° 7 du 16 février 2023 a pour

objet de formaliser ces nouvelles règles ainsi que l'évolution tarifaire à effet du 1^{er} janvier 2024 conformément aux dispositions de l'article L. 911-1 du code de la sécurité sociale.

Les autres termes de l'accord collectif relatif aux frais de soins de santé du 24 novembre 2005 en sa version consolidée issue de l'avenant n° 5 du 18 juin 2019 modifié par l'avenant n° 6 du 6 janvier 2022 et avenant n° 7 du 16 février 2023 demeurent inchangés.

Article 1^{er}

Modification de l'article 1.2 du chapitre 2 intitulé « Ayants droit »

L'article 1.2 est annulé et remplacé comme suit :

- « La qualité d'ayant droit s'entend :
- du conjoint, partenaire auquel le participant est lié par un pacte civil de solidarité (Pacs) au sens de l'article 515-1 du code civil, concubin au sens de l'article 515-8 du code civil, sous réserve que ni le participant, ni le concubin, ne soient mariés ou liés par un Pacs, qu'ils vivent sous le même toit et que le concubinage soit notoire et permanent jusqu'à la date de l'évènement ;
 - des enfants du participant ou de son conjoint ou de son partenaire auquel il est lié par un Pacs, ou de son concubin, jusqu'au 31 décembre suivant leur 25^e anniversaire et sous réserve de respecter une des conditions suivantes :
 - être fiscalement à charge du participant, de son conjoint ou de son concubin ou de son partenaire lié par un Pacs ;
 - recevoir du participant une pension alimentaire en application d'une décision de justice ;
 - être inscrit au régime de la sécurité sociale française et être étudiant des étudiants ou effectuer son service national ;
 - exercer une activité ou être inscrit comme demandeur d'emploi auprès de Pôle emploi, et percevoir des revenus inférieurs au Smic.
 - des enfants du participant ou de son conjoint ou de son concubin ou de son partenaire auquel il est lié par un Pacs, quel que soit leur âge s'ils sont infirmes et titulaires de la carte d'invalidité prévue à l'article L. 241-3 du code de l'action sociale et des familles (avec un taux d'invalidité d'au moins 80 %) ;
 - des petits-enfants du participant ou de son conjoint ou de son concubin ou de son partenaire auquel il est lié par un Pacs, jusqu'au 31 décembre suivant leur 25^e anniversaire, et sous réserve de respecter une des conditions suivantes :
 - être fiscalement à charge du participant, de son conjoint ou de son concubin ou de son partenaire lié par un Pacs ;
 - vivre sous le même toit que le participant du fait d'une décision de justice. »

Modification de l'article 4 du chapitre 2 intitulé « Cotisations »

L'article 4 est annulé et remplacé comme suit :

« La cotisation mensuelle frais de soins de santé est exprimée en euros. Chaque année, son montant est indexé sur l'augmentation du plafond mensuel de la sécurité sociale (PMSS).

Cette règle structurelle de fixation de la cotisation n'est pas exclusive de la prise en compte certaines années de facteurs conjoncturels susceptibles de faire évoluer différemment la cotisation.

Ainsi, en l'absence totale ou insuffisante d'augmentation du PMSS, et inversement en cas de forte revalorisation du PMSS, ou en cas d'évolution du coût du risque et/

ou de dégradation du ratio sinistres à primes impactant les résultats du régime, une évolution des cotisations pourra être décidée indépendamment des dispositions fixées au 1^{er} alinéa par les partenaires sociaux de la branche et en concertation avec l'organisme assureur avec pour seul objectif de maintenir l'équilibre technique du régime. Un avenant au présent accord sera conclu afin de formaliser cette évolution.

Les cotisations varient en fonction de la composition familiale :

- une personne ;
- deux personnes ;
- trois personnes et plus.

Le montant des cotisations défini par le présent régime de remboursement de frais de soins de santé est annexé à titre d'information au présent accord. L'annexe au présent avenant annule et remplace celle de l'avenant n° 7 à l'accord collectif du 24 novembre 2005.

La participation de l'employeur est de 52 % de la cotisation.

Les cotisations employeur, exprimées en euros, sont arrondies à la deuxième décimale supérieure ; le complément étant à la charge du salarié.

Les salariés doivent obligatoirement acquitter la cotisation correspondant à leur situation de famille réelle.

Par exception :

- depuis le 1^{er} juin 2014, les participants couverts au titre du maintien des garanties en cas de rupture du contrat de travail ouvrant droit à indemnisation au titre de l'assurance chômage (cf. article 3.2 du chapitre 2 de l'avenant n° 5 à l'accord collectif du 24/11/2005), bénéficient du maintien à titre gratuit de cette couverture.
- le bénéfice du maintien des garanties pour les ayants droit d'un salarié qui viendrait à décéder à compter du 1^{er} janvier 2016 est accordé à titre gratuit pendant 12 mois (cf. article 3.2 susvisé). »

Article 2 | Dispositions diverses

Article 2.1 | Champ d'application. Durée. Révision. Dénonciation

Le présent accord, qui vaut avenant, s'applique à l'ensemble des entreprises remplissant les conditions du chapitre 1^{er} de l'avenant n° 5 à l'accord collectif du 24/11/2005 modifié par l'avenant n° 6 et l'avenant n° 7.

Il est conclu pour une durée indéterminée et prendra effet le 1^{er} janvier 2024.

Toute demande de révision doit être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception à BPCE ou aux organisations syndicales habilitées selon les conditions légales en vigueur.

Dans un délai maximum de trois mois à compter de la demande de révision, BPCE et les organisations syndicales habilitées devront se rencontrer pour examiner cette demande.

Le présent avenant peut être dénoncé dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Article 2.2 | Dépôt et publicité

Conformément aux dispositions prévues aux articles L. 2231-6, D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail, le présent accord, qui vaut avenant, sera déposé par BPCE en double exemplaire, dont une version sur support papier signée des parties et une version sur support électronique, auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

Un exemplaire de ce texte sera également remis par BPCE au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Fait à Paris, le 19 décembre 2023.

(Suivent les signatures.)

Annexe Montant des cotisations

À titre indicatif, cotisations mensuelles

Cotisations contractuelles à compter du 1^{er} janvier 2024

Tarification Composition familiale	Montant de la cotisation mensuelle en euros		
	Régime général de sécurité sociale	Régime local de sécurité sociale (Alsace-Moselle)	
		Mixte	Local
1 personne	79,16 €	–	47,27 €
2 personnes	140,39 €	116,48 €	84,10 €
3 personnes et +	200,19 €	137,42 €	119,58 €

Cotisations appelées du 1^{er} janvier 2024 au 30 juin 2024

Tarification Composition familiale	Montant de la cotisation mensuelle en euros		
	Régime général de sécurité sociale	Régime local de sécurité sociale (Alsace-Moselle)	
		Mixte	Local
1 personne	75,46 €	–	45,06 €
2 personnes	133,83 €	111,04 €	80,17 €
3 personnes et +	190,84 €	131,00 €	113,99 €

Annexe Liste des entreprises de la branche **Caisse d'épargne**

Réseau des Caisses d'épargne :

Aquitaine Poitou-Charentes.
Auvergne-Limousin.
Bourgogne-Franche-Comté.
Bretagne-Pays de Loire.
Côte d'Azur.
Grand Est Europe.
Hauts-de-France.
Île-de-France.
Languedoc-Roussillon.
Loire-Centre.
Loire Drôme Ardèche.
Midi-Pyrénées.
Normandie.
Provence-Alpes-Corse.
Rhône-Alpes.

Fédération nationale des Caisses d'épargne (statut Association loi 1901)

Organismes communs :

SGAPS (Société de groupe assurantiel de protection sociale).
Finances et pédagogie.
GIE Nord Ouest Recouvrement (GIE NOR).
E-Multicanal (anciennement GIE Écureuil Multicanal).
GIE BPCE Solution Clients (anciennement GIE BPCE Solutions Crédit).
GIE Mobiliz.

Autres :

Écolocale.